

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Conflit-soudanais-Y-a-t-il-une-solution-en-dehors-de-l-ONU-Par-Houle-Djonkamla.html>

Unité Africaine

Conflit Soudanais : Y a-t-il une solution en dehors du dialogue sous l'égide de l'ONU ?

- L'actu du DD - Afrique Durable -



Date de mise en ligne : samedi 31 août 2013

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous droits réservés

Au moment où, dans toutes les parties du monde, toutes les sous régions du globe construisent leurs unités à travers des grands ensembles afin d'avoir de réelles chances de faire face à la mondialisation, nous assistons à un spectacle inverse en Afrique qui a vu le Soudan se diviser en deux Etats, brisant désormais le sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Les velléités du même genre qui étaient en veille refont surface et menacent l'unité de certains pays africains comme le Mali. Ils doivent être combattus par tous à travers toute l'Afrique et par un dialogue constructif sous l'égide des institutions africaines et internationales. C'est pourquoi le combat de tous les fils du continent doit être de préserver l'unité des Etats hérités de la colonisation. C'est sur cette base que doit se bâtir l'unité du continent chère à Lumumba et Kwamé Kruma. Comme récemment au Mali où elle a favorisé le dialogue entre ses fils à travers le Burkina Faso, la communauté internationale devrait s'engager plus fortement pour éviter une seconde division du Soudan toujours en proie au conflit au Darfour.

Pour revenir au cas du Soudan, il n'y a aucune raison qui militait pour sa division tant les accords de Naivasha avaient permis le dialogue et un rapprochement entre les différents belligérants. Aux dires des personnalités proches du dossier Soudanais, le leader historique du SPLM/SPLA John Garang De Mabior n'était pas pour une partition du pays, c'est ce qui lui a valu sa vie, attentée par des puissances obscures dans l'hélicoptère qui le ramenait de l'Ouganda vers le sud Soudan. Sous couvert d'aider les sudistes à se libérer, certaines puissances ne juraient en réalité que par l'éclatement du pays pour faire main basse sur ses richesses. John Garang De Mabior, après toutes ses années de luttes, militait pour un pays uni où les soudanais du nord comme du sud devaient vivre dans le respect mutuel tout en partageant les immenses richesses du pays et avaient des ambitions panafricanistes (Zygmunt L Ostrowsky, 2010). Si la mort de John Garang continue d'attrister des millions d'africains qui militent pour l'unité de toute l'Afrique, les démons de la division du Soudan n'ont pas pour autant calmé leurs ardeurs. Ceux qui ne jurent que par le morcèlement des différents pays africains ne dorment pas. Les deux Soudans sont toujours à l'épreuve du syndrome de la division pompeusement financé par les ennemies du développement de l'Afrique. Pourtant un cadre de dialogue sous l'égide de la communauté internationale existe et mérite l'implication des insurgés Soudanais et leurs soutiens.

Partant du principe selon lequel tout problème a une solution, les Africains et ceux qui aiment l'Afrique ne devraient-ils pas soutenir sans réserve le processus de paix au Darfour pour permettre aux soudanais de faire la paix afin de s'atteler effectivement au développement de leur pays qui reste potentiellement très riche ? Pour certains analystes des problèmes du continent, un parfum malsain de guerre plane sur tous les pays africains qui regorgent de richesses. Cette lecture serait entièrement vraie si et seulement si, ceux qui contrôlent le pouvoir central refusent le dialogue politique avec ceux qui se rebellent. Dans le cas du Soudan on ne pourra pas dire que le gouvernement central refuse le dialogue comme c'est le cas au Tchad. La preuve est que le gouvernement d'El Béchir a accepté sous l'égide de la communauté africaine et internationale d'ouvrir les négociations de Naivasha (Kenya) qui ont abouti à l'Accord Global de 2005.




Cette même volonté a été exprimée dans le cadre des négociations de Doha au Qatar pour ce qui concerne le Darfour. Contrairement aux assertions selon lesquelles cette contrée de l'Afrique ne peut résoudre ses problèmes uniquement que par la guerre, le gouvernement soudanais était d'accord pour négocier une paix avec les différents groupes rebelles sous l'égide de l'Union Africaine et des Nations Unies. Ceux qui veulent réellement la paix et le développement du Soudan doivent peser de tout leur poids pour amener les insurgés à privilégier les discussions dans un cadre international comme le réclament les rebelles Tchadiens dans le cadre de leurs conflits Tchadiens. Les rebelles soudanais doivent comprendre qu'ils ont une belle opportunité de régler sous l'égide de la communauté internationale le conflit au Darfour, et ce n'est pas Djibrine Bassolet, ex représentant de la mission de l'Union Africaine et des Nations Unies sur le conflit au Darfour et actuel ministre des affaires étrangères du Burkina qui dira le contraire. Lui qui était impliqué récemment dans la résolution du conflit malien supervisée par la communauté internationale reconnaîtra que cette opportunité de résoudre pacifiquement manque par exemple aux belligérants du conflit tchadien dont le principal acteur, le gouvernement, refuse jusqu'à ce jour un dialogue politique inclusif sous l'égide de la communauté internationale.

Avec le refus des rebelles du Darfour de poursuivre le dialogue politique de Doha (Qatar), l'augmentation des trafics d'armes dans la région du Darfour s'est accrue avec la débandade des anciens Soldats de Kaddafi qui ont envahi le sahel de leurs arsenaux. Désormais les tribus arabes du Darfour, faute de présence soutenue des pouvoirs publics, occupés à contenir les rebelles qui ont repris du poil de la bête et mettent la pression notamment dans le Kordofan, se livrent une guerre fratricide entre elles. Le conflit concerne d'une part la tribu arabe Misserié opposée à la tribu arabe Salamat, et de l'autre, il implique la tribu arabe Rizegat opposée à la tribu arabe Ma'allia comme rapporté par la presse internationale le 11 aout 2013. C'est une situation qui doit amener les soutiens des rebelles et les organisations internationales à peser de tout leur poids pour ramener les belligérants à la table des négociations. Ces derniers combats entre les tribus ont occasionné le déplacement de milliers de soudanais vers le Tchad, accroissant ainsi le nombre des réfugiés du Darfour qui étaient plus de 200 000 dans ce pays dès le début du conflit (Roland Marchal, 2004). Au delà du Tchad, les victimes civiles du conflit du Darfour sont accueillies par milliers en Europe, en Amérique du nord, en Israël, et dans tous les autres pays limitrophes du Soudan. N'oublions pas que les missions Onusiennes et les ONGs humanitaires qui militent pour la résolution du conflit ou l'assistance aux populations ont aussi enregistré beaucoup de victimes dans leurs rangs.

Le morcèlement du Soudan n'est pas dans l'intérêt des Soudanais et n'est pas de bon augure pour l'unification du continent africain. Prêter le flanc au séparatisme quand il y a des possibilités de dialoguer, c'est exacerber la probabilité de survenance des conflits à une échelle de plus en plus tribale. Depuis son indépendance, le Soudan du Sud est confronté aux difficultés récurrentes des massacres entre les différentes tribus qui engendrent des milliers de morts. Il est évident que si les puissances du monde souhaitaient un règlement rapide de la situation au Darfour, les mouvements rebelles privilégieraient le dialogue à la guerre comme hier au Mali. Ainsi il ne restera que le cas du Tchad qui doit résoudre son problème d'absence de démocratie et de bonne gouvernance qui influe sur la situation au Darfour (Bouzard J.P., 2009) et dont l'illustration récente est l'emprisonnement abusif des journalistes, députés et syndicalistes. Vivement que les parties soudanaises retournent à Doha poursuivre le dialogue sous l'égide de l'ONU, pour que cesse la guerre au Darfour. Ce n'est qu'uni que le Soudan sera un important espace économique.

Post-scriptum :

Bibliographie

-  Zygmunt L. Ostrowski (2010) , Soudan Conflit autour des richesses, édition harmattan, Paris ;
-  Bouzard Jean Baptiste (2009), Les conflits soudanais à l'horizon 2011, institut d'étude de sécurité de l'union européenne, Bruxelles ;
-  Roland Marchal (2004), Soudan d'un conflit à l'autre, les études du CERI N°107-108, Sciences po, Paris.